

*Initiatives ministérielles*

• (1600)

Des chiffres qui viennent d'être publiés pour l'année 1989 nous montrent qui en profite. Plus de 60 p. 100 des exemptions sont réclamées par des contribuables dont le revenu personnel est supérieur à 100 000 \$ par année, c'est-à-dire 0,4 p. 100 des contribuables du Canada. Soixante pour cent des exemptions sont réclamées par 0,4 p. 100 des contribuables. Et environ le quart de ces exemptions profitent à des contribuables dont le revenu personnel est supérieur à 250 000 \$ par année, croyez-le ou non, monsieur le Président. C'est de la folie furieuse.

Voyons-nous la portion du produit intérieur brut consacrée aux investissements croître en proportion de ces exemptions? Pas du tout. Exprimé en pourcentage du produit intérieur brut, le niveau d'investissement au Canada a diminué ces dernières années.

Je ne crois pas qu'on puisse justifier ces cadeaux en alléguant qu'ils stimulent les investissements. Peut-être encouragent-ils les investissements en Allemagne ou dans les Antilles, mais certainement pas au Canada. Le dernier budget suit exactement la même tendance.

Monsieur le Président, vous avez peut-être entendu les journalistes dire que le budget contient des réductions d'impôt? Nous avons examiné de très près ces réductions et nous avons constaté que le gouvernement a réduit un peu sur certains articles pour aller chercher plus qu'il n'a donné dans les poches de la majorité des Canadiens. C'est ce qu'il a fait en dissociant du taux d'inflation l'augmentation des exemptions personnelles et des exemptions pour conjoints.

En raison de cette désindexation partielle, la famille moyenne paiera entre 300 et 400 \$ de plus en impôts sur le revenu cette année. C'est dire qu'à tous les paliers de revenu, sauf un dont je parlerai tout à l'heure, les contribuables paieront plus d'impôts sur le revenu cette année qu'il n'en payaient avec le budget de l'an dernier.

Savez-vous, monsieur le Président, quelle est l'exception? Ce sont les contribuables dont les revenus annuels sont supérieurs à 100 000 \$. Cette catégorie de contribuables paiera moins d'impôts sur le revenu cette année. Ils paieront 125 \$ de moins. Ce n'est pas beaucoup, mais ils paieront moins pendant que le reste des contribuables, ceux qui ont un revenu moyen, ceux qui travaillent et ceux qui ont un faible revenu, paieront plus d'impôts sur le revenu.

Quelles seront les conséquences de ces importants changements apportés au régime fiscal?

Tout ce système a permis que les riches s'enrichissent, et ce sont les pauvres et les Canadiens à revenus moyens qui trinquent depuis 10 ans. Il s'ensuit que les revenus ne sont pas suffisants pour financer les dépenses de l'État. C'est de là que vient le déficit, déficit qui ne cesse de croître.

Pour régler la question du déficit, le gouvernement s'en prend non pas aux riches qu'il a choyés mais aux provinces. Il a choisi de s'attaquer aux provinces. Il a gelé les paiements de péréquation en les plafonnant. Il a gelé les paiements de transfert aux fins du financement des programmes établis. Il vise surtout certaines provinces, l'Ontario, la Colombie-Britannique et peut-être l'Alberta, bien que cette dernière n'ait pas encore été touchée. L'Ontario et la Colombie-Britannique ont été prévenues que, même si le coût du Régime d'assistance publique du Canada augmentait suite à la récession et aux modifications du régime d'assurance-chômage introduites par ce gouvernement, même si ces dépenses augmentaient, le gouvernement ne leur accorderait pas ce qu'il s'était engagé à leur donner, soit la moitié des fonds nécessaires pour couvrir ces dépenses.

Et quelles sont les conséquences, monsieur le Président? Elles sont catastrophiques, en tout cas pour ma province. Dans ma province, l'Ontario, la dette publique a augmenté de 11 milliards de dollars, et on peut en rejeter la responsabilité directement sur les agissements du gouvernement fédéral. Vingt-huit pour cent de la dette de l'Ontario sont directement imputables à ce dernier.

Pour cette année seulement, l'ensemble des provinces perdront 9,3 milliards de dollars à cause des diverses compressions des paiements de transfert décrétées par ce gouvernement; l'Ontario aura un manque à gagner de 4,5 milliards. Ce n'est vraiment pas juste. C'est même tout à fait injuste. Cela va à l'encontre des valeurs qui ont toujours été chères aux Canadiens. Il faut que cela change, faute de quoi l'avenir et l'unité de notre pays seront de plus en plus menacés et de plus en plus incertains. En outre, les pauvres et les personnes à revenus moyens comme nous vont être progressivement écrasés au fil des ans. Il faut remettre ce pays sur pied et, pour ce faire, nous devons procéder à une véritable réforme fiscale pour que ceux qui ont les moyens de le faire paient leur juste part.